

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 20 avril 1993

La séance est ouverte à 10 heures.

---

Prière

---

### AFFAIRES COURANTES

[Français]

#### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

**M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer aujourd'hui, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à dix pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

\* \* \*

[Traduction]

#### PROJET DE LOI S-17

##### RAPPORT DU COMITÉ LÉGISLATIF

**M. René Soetens (Ontario):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport du comité législatif sur le projet de loi S-17, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés, la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence, sans propositions d'amendement.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

\* \* \*

• (1010)

### PÉTITIONS

#### L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un grand nombre d'habitants de ma circonscription qui reconnaissent que le gouvernement du Canada participe,

de concert avec les gouvernements du Mexique et des États-Unis, à l'élaboration et à la négociation d'accords parallèles à l'Accord de libre-échange nord-américain. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de veiller à la négociation d'un accord stipulant que l'Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ne s'applique aucunement aux ressources en eau du Canada à l'exception de l'eau embouteillée et qu'aucun accord parallèle ne devrait permettre l'exportation intensive d'eaux canadiennes, que ce soit par des aqueducs de dérivation ou d'autres moyens.

Ils demandent que les eaux canadiennes soient exclues tant de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis que de l'Accord de libre-échange nord-américain.

[Français]

#### LA VIOLENCE

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, j'aimerais déposer une pétition provenant de gens de Lebel-sur-Quévillon, Val-d'Or, Senneterre et Barraute, en Abitibi, qui déclarent que les films de violence à la télévision sont dangereux et, par conséquent, inadmissibles, parce qu'ils incitent à plus de violence.

On y mentionne que tous les jouets qui incitent à des jeux violents sont inacceptables et que leur fabrication devrait être supprimée. Ces citoyens signalent que dans les reportages d'actes de violence, la liberté de presse devrait être limitée et que l'information sur les actes de violence trop souvent répétée à la télévision sur toutes les chaînes, de même qu'à la radio, peut inciter à d'autres actes de violence identiques.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement légifère sur les points ci-haut mentionnés pour enrayer la violence dans notre société afin de protéger davantage nos enfants et assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes une meilleure qualité de vie.

[Traduction]

#### LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

**M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle)** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter à la Chambre une pétition signée par des habitants d'Ottawa, mais surtout par des habitants de ma circonscription de Regina, en Saskatchewan.